



**PRÉFECTURE
DE POLICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 18/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CPCU GRENELLE

10 PLACE DE BRAZZAVILLE
75015 Paris

N° GUP : 449 A
Code AIOT : 0006506240

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2025 dans l'établissement CPCU GRENELLE implanté 10 PLACE DE BRAZZAVILLE 75015 Paris. L'inspection a été annoncée le 18/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU) a informé l'inspection des installations classées de l'organisation d'un exercice POI avec la brigade des sapeurs pompiers de Paris (BSPP) sur son site de Grenelle.

L'inspection des installations classées a donc organisé une inspection à cette occasion pour vérifier le respect des exigences réglementaires associées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CPCU GRENELLE
- 10 PLACE DE BRAZZAVILLE 75015 Paris
- Code AIOT : 0006506240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU) transporte et distribue de la chaleur pour répondre aux besoins de chauffage et d'eau chaude sanitaire en métropole parisienne de l'habitat et du tertiaire public ou privé. L'installation relève de la rubrique 3110 et est soumise à autorisation. Elle exploite sur son site de « Grenelle » une chaufferie composée de 5 chaudières d'une puissance totale de 548,7 MW comprenant :

- 3 chaudières (4, 5 et 6) d'une puissance unitaire de 123,7 MW utilisant du gaz naturel depuis le 01/01/2016 afin de respecter les nouvelles valeurs limites d'émissions (VLE) concernant les rejets atmosphériques ;
- 2 chaudières (7 et 8) d'une puissance unitaire de 88,8 MW utilisant du biocombustible liquide appelé ester méthylique d'acides gras (EMAG) ou BioTech D depuis le 30/06/2016.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'opérations internes	Arrêté Préfectoral du 24/07/2014, article Article 7.7.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a assisté à l'exercice POI du 2 juin 2025, dans une posture d'observateur. L'exercice a été réalisé dans des conditions réalistes et s'est globalement bien déroulé.

La communication entre le directeur des opérations internes (DOI) ou son appui (le chef de quart) et le chef des opérations de secours (COS) de la BSPP a été efficace et a permis une bonne gestion de l'incident dans l'ensemble. L'inspection des installations classées formule ses observations détaillées dans les constats ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opérations internes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2014, Article 7.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Disposition d'urgence - Plan d'opération interne
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un Plan d'Opérations Internes (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers, au plus tard dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté. (...) L'exploitant organise, tous les deux ans, un exercice de mise en œuvre du P.O.I.
Constats : La compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU) a respecté la prescription de réaliser un exercice POI tous les deux ans sur son site de Grenelle. L'exploitant a choisi de mettre en jeu avec la BSPP un scénario qu'il n'avait pas testé lors des précédents exercices réalisés sur ce site. Le scénario 6 « Explosion suite à la formation d'un nuage de gaz inflammable consécutif à une rupture totale de canalisation de propane » a été joué et a été volontairement complexifié par rapport au scénario majorant de l'EDD, en simulant cette

explosion au niveau de la chaudière 8 et non pas dans le local propane, afin de mettre en jeu les opérations de secours des blessés avec la BSPP.

Le chef de quart (CDQ) a déroulé une fiche réflexe dès la détection incendie. Bien que celle-ci correspondait au scénario 7 (Feu torche suite à la formation d'un nuage de gaz inflammable) et non pas au scénario 6, l'ensemble des actions d'alerte et de mise en sécurité de l'installation ont été réalisées car toutes les fiches réflexe du POI de CPCU Grenelle prévoient les mêmes actions jusqu'à la dégradation de l'incident. Bien que cette uniformité dans les fiches réflexe soit un élément de robustesse contre les erreurs humaines, ou la méconnaissance de l'origine exacte de l'incendie, l'inspection des installations classées considère qu'il est important, une fois les actions initiales accomplies, de faire une minute d'arrêt pour se repositionner sur le scénario le plus proche de la réalité de l'incident constaté sur site, afin d'agir de la manière la plus judicieuse en cas de dégradation de l'incident. Il est à noter que lors de cet exercice, un opérateur de conduite avait attiré l'attention du chef de quart sur le fait que la fiche réflexe utilisée, ne correspondait pas au scénario présélectionné pour l'exercice.

L'exercice a aussi été complexifié d'une manière involontaire du fait qu'un opérateur de conduite ait effectué un arrêt d'urgence (AU) site au lieu d'un arrêté d'urgence chaudière. Cette action, a induit une coupure électrique sur l'ensemble du site et notamment sur la salle de contrôle qui correspondait au poste de commandement opérationnel (PCO) lors de cet exercice. Ainsi l'exploitant ne disposait plus des IHM de surveillance (notamment incendie) ni des talkies-walkies pour coordonner les interventions depuis le PCO. Il a donc été nécessaire que le responsable de conduite du site (RC); jouant le rôle directeur des opérations internes (DOI) dans le POI de CPCU Grenelle; raccompagne le commandant opérationnel de secours (COS) de la BSPP aux lieux d'intervention sur site.

Il est à noter que l'organisation POI de CPCU Grenelle confère un rôle atypique à son DOI du fait d'un effectif réduit à certains horaires de l'exploitation (4 personnes). Cet effectif restreint ne permettrait pas toujours au DOI de se limiter à un rôle de pilotage des actions et de centralisation de l'information en restant physiquement au PCO, mais nécessite qu'il soit aussi acteur sur le terrain pour orienter les secours. CPCU n'a pas choisi de tester sa communication de crise lors de cet exercice. Pour l'inspection des installations classées, il convient de vérifier lors d'un futur exercice si ce positionnement du DOI ne doit pas être adapté lors de situations impliquant un plus grand nombre d'acteurs notamment pour centraliser les informations (évolution de la situation, nombre de victimes ... etc.) et gérer la communication avec l'extérieur.

Cet exercice a permis à CPCU de tester son organisation interne, sa communication avec les secours et d'identifier plusieurs points de vigilance ou d'amélioration. À titre d'exemple, ont été notés, la différence entre l'AU site et l'AU chaudière, le fait que la vanne GRDF de coupure du gaz doit être actionnée par un salarié de GRDF ou d'un pompier de la BSPP et non pas par l'un des salariés de CPCU qui ne sont pas habilités pour cette manœuvre. Il a aussi été identifié que la BSPP avait besoin de disposer de 5 plans plastifiés en format A3 pour organiser les interventions des COS successifs qui peuvent être amenés à agir en cas de dégradation de la situation.

L'organisation de CPCU s'est révélée globalement assez robuste et l'exercice POI a permis de retirer plusieurs enseignements et d'entraîner le personnel à agir lors d'une situation d'urgence, y compris des salariés récemment recrutés. Ainsi l'inspection des installations classées estime que les objectifs de la prescription susmentionnés sont atteints et que CPCU a répondu à ses obligations en matière de POI sur son site de Grenelle.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe : Déroulé de l'exercice

- 8h44 : Début de l'exercice. Détection du départ de feu signalée en salle de contrôle
- 8h45 : Retentissement de l'alarme d'évacuation. Le chef de quart (CDQ) entend une explosion. Il demande une levée de doute. Le feu est confirmé. Le CDQ demande au conducteur de la chaufferie d'aller fermer la vanne du propane au niveau des chaudières 7 et 8.
- 8h46 : Appel téléphonique des pompiers. Description de la situation : Fuite propane et explosion au niveau des chaudières 7 et 8.
- 8h48 : Le CDQ oriente un agent de conduite vers le point de rassemblement afin de procéder au comptage des personnes évacuées. Le CDQ demande au conducteur de la chaufferie d'aller couper le biocombustible et de procéder à l'arrêt d'urgence des chaudières concernées.
- 8h50 : La fermeture de la vanne propane est confirmée au CDQ.
- 8h51 : Arrêt d'urgence de la chaufferie : AU site au lieu d'un AU des chaudières 7 et 8. Perte des écrans de la salle de contrôle et des Talkies Walkies à cause la coupure électrique. L'éclairage de la salle de contrôle ainsi qu'une baie incendie restent disponibles (équipements secouru par des batteries)
- 8h53 : Le CDQ ouvre le classeur POI. Un agent de conduite ne répond plus.
- 8h55 : 4 personnes n'ont pas été retrouvées depuis l'évacuation.
Le CDQ tente de rappeler le dispatching par téléphone sans succès.
- 8h58 : Le CDQ appelle le dispatching pour faire état de la situation.
- 9h00 : Point de situation entre le chef de quart et le responsable de conduite (DOI)
- 9h01 : Arrivée des pompiers sur le site, préparation des plans du site en l'attente des pompiers.
- 9h05 : Arrivée de 3 pompiers en salle PCO. Point de situation avec les pompiers.
- 9h07 : Victime repérée en chaufferie 7. Le sauvetage est lancé.
- 9h12 : Point de situation entre le chef de quart et le COS de la BSPP.
4 personnes sont encore en cours de recherche. La vanne de gaz est coupée du côté de CPCU et un agent de conduite attends l'arrivée d'un agent de GRDF pour intervenir sur la fermeture de la vanne de gaz GRDF. Pas de détection incendie sur d'autres zones de la chaufferie. Alerte sur les risques liés au local relatif aux produits chimiques. Absence d'information concernant l'atteinte de celui-ci.
- 9h17 : Le chef de quart et le pompier référent conviennent de l'utilisation des téléphones portables pour la communication en cours d'intervention sur le site. Le pompier demande retour du DOI en salle de contrôle (PCO) pour les orienter. Le DOI était parti avec les premiers pompiers arrivés sur site pour les guider dans leur intervention.
- 9h19 : Un pompier demande à un agent de conduite CPCU de fermer la vanne d'arrivée de gaz extérieure au site (Vanne GRDF). Celui-ci exécute la demande du pompier. (Selon le POI, cette vanne doit être fermée par un agent de GRDF ou par un pompier et non pas par un agent CPCU). Le DOI raccompagne à nouveau les pompiers pour intervenir sur site.
- 9h23 : Le chef de quart appelle le DOI (responsable de conduite) pour lui demander de revenir en PCO (Salle de contrôle).
- 9h24 : Le DOI revient en PCO.
- 9h25 : Un point de situation est réalisé. Un agent de conduite CPCU a été secouru mais 3 prestataires (représentés par des mannequins) n'ont pas encore été retrouvées.
- 9h28 : Un point sur la liste des actions à effectuer dans le POI est réalisé. Il est constaté que le CDQ a utilisé la fiche du scénario 7. Il est confirmé par les personnes présentes qu'il s'agit du scénario 6 du POI. L'ensemble des actions demandées par la fiche reflex ont bien été réalisées car elles sont identiques entre les deux fiches reflex SC6 et SC7.
- 9h45 : Arrivée d'un pompier soutien du COS à la salle de commande. Il attire l'attention du CDQ sur le fait que chaque équipe de pompiers aura besoin d'un plan à emporter sur site pour leur

intervention. Il faudrait donc disposer de 5 plans plastifiés pour l'action des secours.

9h48 : Point de situation entre le responsable de conduite du site (DOI) et les pompiers concernant les produits chimiques présents sur le site. Un document consigne leur liste ainsi que les fiches de sécurité associées.

9h51 : Sur demande du DOI (Responsable de conduite), le chef de quart raccompagne le pompier pour récupérer des plans supplémentaires situés dans une autre pièce du site.

9h54 : Le DOI demande au chef de quart de revenir en salle de contrôle (PCO).

9h56 : Après le retour du CDQ, le DOI raccompagne les pompiers sur le site pour une intervention.

10h04 : L'incendie étant contrôlé, l'électricité est rétablie sur le site. La salle de contrôle est opérationnelle à nouveau. Le CDQ arrête l'alarme d'évacuation incendie.

10h06 : Fin de l'exercice.